

3. La conjoncture internationale et ces divers faits apportent aux socialistes, à ceux qui s'en rapprochent par leurs idées et aux libéraux authentiques une nouvelle occasion d'insister sur les possibilités de négociations pacifiques fondées sur un nouvel examen des circonstances actuelles qui, comme le chef de l'opposition l'a signalé en abordant un ou deux aspects du domaine international, ont été très nombreuses depuis deux ou trois ans.

A cette fin, j'énoncerai ici la politique et les vues de la Fédération du commonwealth coopératif. C'est là-dessus que j'insiste. Le ministre a émis l'opinion que nous devrions présenter des idées concrètes en vue de la solution des problèmes internationaux. Je ferai donc part à la Chambre de quelques idées concrètes que le groupe cécéliste siégeant à la Chambre a à soumettre en vue de la solution des problèmes internationaux.

Je dois dire tout d'abord que nous continuons à appuyer de tout cœur les Nations Unies. Avant d'aller plus loin, je dirai que nous tenons à féliciter notre personnel permanent aux Nations Unies. Nous croyons qu'il a toujours fait un travail excellent. J'ai eu l'occasion d'assister aux délibérations des Nations Unies pendant un mois environ, en décembre 1956, et je me suis efforcé de me familiariser avec l'activité de l'Assemblée générale et des diverses commissions. J'ai essayé de tirer le meilleur parti possible de ce qui me semblait être une occasion magnifique. A mon avis, seuls ceux qui ont assisté aux réunions des Nations Unies et entendu les débats de l'Assemblée générale et des commissions comprennent réellement combien peuvent être exténuants ces pourparlers continus sur les affaires internationales, parfois dans une atmosphère de totale impuissance. Le travail fait depuis toujours par nos représentants aux Nations Unies mérite la gratitude du peuple canadien, à cause de leur attachement continu à un devoir qui réclame une application et des études qui n'ont de cesse et, dois-je dire, un degré extraordinaire de patience.

A mon avis, la valeur des Nations Unies a été encore une fois mise en lumière par l'évolution de la conjoncture depuis un an. Je profite de l'occasion pour féliciter le gouvernement du rôle qu'il a joué relativement aux difficultés qui ont surgi au Moyen-Orient au cours de cette période. Il ne fait aucun doute que les Nations Unies ont joué un rôle bien précis, un rôle très utile, au cours de ces événements et ont empêché que le conflit ne s'étende à une plus grande région.

La composition des Nations Unies change par suite de l'acceptation de nouveaux membres du Commonwealth et d'autres nations de l'Extrême-Orient. On peut dire que la

balance du pouvoir change, de telle sorte que les États-Unis ne sont pas assurés, comme dans le passé, d'obtenir un vote favorable sur les questions dont les Nations Unies sont saisies. Si je ne m'abuse, cette situation cause de l'inquiétude dans certains milieux, mais, pour nous, nous voyons là un heureux changement, qui contribuera, dirai-je, à raviver l'activité des Nations Unies, facilitera la compréhension des événements internationaux et permettra d'arriver à des solutions qu'admettra une partie toujours plus grande du monde.

Nous sommes également d'avis que les Nations Unies sont le milieu idéal pour la poursuite de négociations suivies. Il y en a qui dénoncent les palabres sans fin, et j'admets que ce peut être très ennuyant, comme c'est parfois le cas à la Chambre. J'ose croire que je n'ennuie pas les honorables députés en ce moment. A notre avis, mieux vaut continuer à parler pendant des années que d'avoir une troisième guerre mondiale. Je suis certain que tous les honorables députés sont de cet avis. La valeur des Nations Unies ressort du fait qu'elle a permis, au moyen d'échanges de vues, de trouver des solutions à des problèmes qui, autrement, n'auraient pu se régler d'une manière pacifique.

Les Nations Unies nous offrent également l'occasion de fournir une assistance technique, sous forme de dons et de prêts, aux pays insuffisamment évolués. J'ai entendu avec plaisir le ministre déclarer que le Canada favorise une augmentation du capital de la Banque internationale. Notre groupe est d'avis que c'est là un progrès réel. Nous avons hâte de voir s'organiser une force policière internationale d'un caractère permanent. La valeur d'une force policière internationale a été démontrée durant la crise du Moyen-Orient. Nous croyons que le Canada devrait insister davantage et faire de plus grands efforts en vue de la création de cette force policière permanente...

M. Regier: En prendre l'initiative.

M. Herridge: Oui, le Canada devrait en prendre l'initiative comme le dit l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Regier). Je ne puis m'empêcher de dire en passant que, bien que le chef de l'opposition (M. Pearson) ait pris une excellente attitude sur cette question, nous ne devons pas oublier que lorsque les libéraux étaient au pouvoir, rien n'a été fait à la fin de la guerre de Corée en vue de maintenir en activité de service cette sorte de force militaire à laquelle on aurait pu avoir immédiatement recours pour parer à une situation semblable.

Nous savons tous qu'une force de police permanente ne signifie pas l'organisation d'armées nombreuses. Je crois que la force